

Politique énergétique : retour à la réalité !

Il semble de plus en plus certain que la réorientation de la politique énergétique coûtera beaucoup plus que ne l'admet le Conseil fédéral. Si la consommation d'électricité ne diminue pas comme prévu par le gouvernement, il faut s'attendre, d'ici à 2050, à une augmentation massive des importations de gaz et à la multiplication par deux ou trois du coût de l'énergie.

Telles sont les conclusions d'une étude réalisée par l'Institut für Wirtschaftsstudien Basel (IWSB). Et au vu des croissances économique et démographique, il faut s'attendre à une hausse de la demande d'électricité. Une étude de l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) conclut également que les hypothèses du Conseil fédéral relatives à la consommation d'électricité ne sont guère réalistes : le Conseil fédéral estime le potentiel d'économie des entreprises à 18 térawattheures, alors que, en se fondant sur l'expérience accumulée ces dernières années, l'AEnEC a estimé à 7 térawattheures au maximum le potentiel d'économies réalisable par les entreprises d'ici à 2050. L'économie reste prête à contribuer à l'effort collectif et elle le fera. Cependant, on ignore la manière dont la Confédération compte s'y prendre pour réduire la consommation afin de combler cette différence. En résumé, les hypothèses sur lesquelles s'appuie la Confédération pour réorienter la politique énergétique ne sont pas réalistes et on peut partir de l'idée que cela entraînera une augmentation massive des importations et un accroissement de la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Parallèlement, le site de production suisse deviendrait plus onéreux. Le débat relatif à la réorientation de la politique énergétique doit se poursuivre, mais sur la base d'hypothèses réalistes. La sécurité de l'approvisionnement n'est pas l'unique enjeu, il y va aussi de l'avenir de la place économique.

Communiqué